

politiques, économiques et sociales posées aux hommes. Les sages de tous les temps l'ont proclamé. L'éducation, disent-ils, est le seul levier avec lequel on puisse soulever le monde. L'éducation c'est l'empire, parce que l'éducation, c'est l'homme, et l'homme, c'est la société. Le problème de l'éducation est éternel ; il varie et se rajeunit avec les siècles. On peut le résoudre provisoirement, mais jamais définitivement.

C'est pourquoi le gouvernement a inscrit en tête de son programme : encouragement à l'instruction publique, et que, s'emparant d'un mot célèbre, il a proclamé que la première partie de sa politique serait l'éducation, la seconde l'éducation, la troisième l'éducation.

Je l'ai déjà déclaré plusieurs fois, nous ne voulons ni détruire, ni révolutionner ; nous voulons améliorer et fortifier. Nos lois scolaires sont, dans leur ensemble, aussi bonnes que nous puissions les désirer et le gouvernement n'a pas l'intention d'en changer le principe. Elles sont le fruit d'une longue expérience et d'une observation réfléchie de nos conditions sociales et économiques, et elles sont suffisantes, j'en suis convaincu, pour nous permettre de réaliser les améliorations et les réformes que nous désirons.

L'on a parlé de la création d'un *ministère de l'Instruction publique*. Cette suggestion a été faite de bonne foi, je n'en doute pas. Mais pourquoi recommencer des discussions et faire renaître des malaises qui, infailliblement, stériliseraient les efforts que tous les hommes de bonne volonté sont disposés à faire pour l'avancement de l'enseignement en cette Province ?...

Non, ce ne sont pas des lois qu'il importe de faire. On ne décrète pas la richesse, on la produit. De même, on ne décrète pas l'instruction, on la prépare, on la répand. Ce qu'il faut faire, ce sont des hommes. Commençons donc par avoir de bons maîtres dans les écoles, car tant valent les maîtres tant valent les écoles ; et si nous voulons de bons maîtres, donnons à ceux qui se destinent à l'enseignement une forte formation pédagogique, encourageons-les à persévérer dans la carrière et assurons-leur une rémunération suffisante...

Il est certes bon que la presse et ceux qui s'occupent des affaires publiques stimulent le zèle du gouvernement, afin que